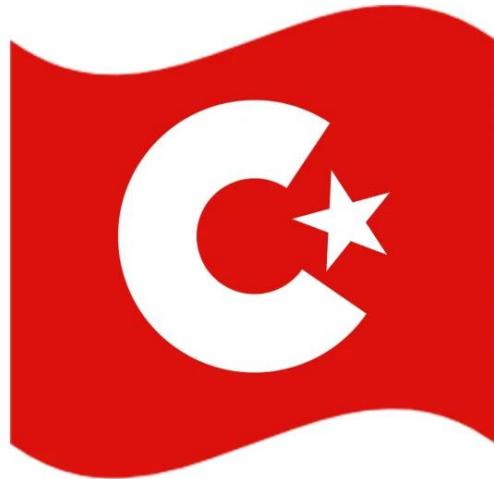


**Pour une visée communiste
de la société et du monde !**

Assemblée du 24 septembre 2022



Fil conducteur

A) Préambule : les raisons de cette assemblée refondatrice (page 3)

- 1) Pourquoi une assemblée refondatrice ? (page 3)
- 2) Pourquoi un mouvement ? (page 3)
- 3) Pourquoi communiste ? (page 4)
- 4) Pourquoi de Wallonie-Bruxelles ? (page 4)
- 5) Un Mouvement inscrit de façon critique dans la réalité européenne par son adhésion au Parti de la Gauche Européenne (PGE) (page 4)

B) Nos axes d'actions prioritaires (page 6)

- 1) Un contexte inédit qui appelle une rupture radicale avec les logiques néolibérales par un dépassement du système capitaliste vers une société socialiste (page 6)
- 2) Solidarité avec les travailleuses et travailleurs actifs et non actifs (page 6)
- 3) Solidarité internationale et lutte pour la paix (page 7)
- 4) Avec le Parti de la Gauche Européenne pour une autre Europe (page 9)

C) Une implication dans le réel (page 10)

- 1) La défense et l'extension des droits sociaux et syndicaux (page 10)
 - Offensive **néolibérale** contre les conquis sociaux (page 10)
 - Offensive **néolibérale** les droits syndicaux (page 10)
 - Une lutte permanente pour la démocratie (page 11)
 - Une lutte pour la défense de l'environnement et contre le réchauffement climatique étroitement liée à la lutte des classes
 - Croissance ou décroissance ? (page 12)

D) Sacraliser les biens communs essentiels (page 13)

- La santé (page 13)
- La culture (page 13)
- L'enseignement (page 14)
- L'égalité entre les femmes et les hommes (page 14)
- La lutte contre la pauvreté (page 14)
- Pour un accueil digne et non discriminatoire des migrants (page 15)

-

E) Se donner les moyens de la politique : lutte contre la fraude, l'évasion et ingénierie fiscales (page 16)

A. Préambule, les raisons de cette assemblée refondatrice

1) Pourquoi une assemblée refondatrice ?

Le Parti Communiste de Belgique, créé en 1921 a subi au cours de son histoire quatre scissions : en 1927, la scission « trotskiste » scellant les divergences entre Staline et Trotsky ; en 1965, la scission « maoïste », scellant les divergences entre le PCUS et le PC Chinois ; dans les années 80, sous la pression du KPB réclamant son autonomie, scellant à l'amiable la division structurelle du PCB et en 2017, lors d'un « congrès » totalement improvisé scellant la séparation entre les opposants à l'attachement du PCWB au fédéralisme et à l'adhésion au Parti de la Gauche Européenne (PGE) et ceux qui y restaient partisans. Une partie des communistes de Wallonie-Bruxelles ont alors décidé de se maintenir au sein du PGE et de rester fidèle au fédéralisme dont le PCB avaient été l'un des acteurs historique au sein du Mouvement populaire Wallon (lire Le PCB et la question nationale <https://www.acji.be/le-parti-communiste-et-la-question-nationale/>). Cette dernière scission, dans un contexte où le PCWB était déjà extrêmement affaibli, a débouché sur son éclatement en trois microstructures, dont deux se sont rebaptisées PCB. Des contacts ont été maintenus entre le PCWB et certains camarades d'un des deux PCB.

Après le « congrès » de juin 2017, le PCWB a confirmé son appartenance au PGE et a consacré de nombreuses réunions devant déboucher sur une assemblée refondatrice. L'idée partagée étant de **refonder une organisation qui propose une lecture communiste transversale pour penser le monde de demain tout en s'inscrivant dans la lignée des fondateurs du PCB en 1921 et de leurs continuateurs**. Dans le contexte actuel et la situation concrète de notre organisation, il est apparu nécessaire de revoir fondamentalement la structure de l'organisation et de redéfinir ses objectifs.

2) Pourquoi un mouvement ?

Il est rapidement apparu, qu'en l'état, notre structure n'est plus un Parti proprement dit. Nos effectifs sont réduits. Nous disposons de moyens financiers dérisoires. Nous sommes hors du champ électoral, celui-ci étant occupé avec succès par le PTB. Nous restons cependant profondément attachés à une structure communiste et à l'histoire de notre Parti centenaire. Rien ne nous oblige, dans ces conditions, à maintenir une structure partidai classique, ni ne nous empêche de poursuivre nos réflexions et nos actions collectives. Il nous apparaît donc qu'une mutation en un « Mouvement », structure plus souple qu'un Parti correspond mieux à notre réalité, sans préjuger de l'avenir.

3) Pourquoi Communiste ?

En changeant de type de structure, nous ne changeons pas d'idéologie. Nous restons attachés au communisme en tant que perspective de société pour plus de justice, de paix, de libertés. L'état de nos sociétés, dites libérales, restant résolument capitaliste sous l'emprise politique et économique d'un néolibéralisme érigé en mode absolu de fonctionnement, est tel, qu'aujourd'hui, nos enfants risquent de vivre moins bien que nous, que les inégalités sociales, culturelles s'aggravent, que les biens communs naturels (le réchauffement climatique en est témoin) ou sociaux sont fortement menacés par la marchandisation, les privatisations. Les conquises du socialisme et du communisme, tels la sécurité sociale, le système de santé, l'enseignement obligatoire et gratuit, l'accès à l'eau, le droit au logement... sont malmenés par les politiques néolibérales d'austérité et de privatisation. Les crises environnementales et sanitaires actuelles montrent qu'un changement de société est indispensable et qu'une perspective communiste peut en être l'alternative.

4) Pourquoi de Wallonie-Bruxelles ?

Dès sa fondation, le Parti Communiste a reconnu l'existence de deux peuples, l'un Flamand, l'autre Wallon, et s'est dès lors appelé Parti Communiste de Belgique et non Parti Communiste Belge. Cette vision à la fois lucide et révolutionnaire n'a pas empêché les communistes de Belgique de manifester leur patriotisme antifasciste durant la seconde guerre mondiale. Mais il porta toujours, en lui, les germes du fédéralisme, la seule solution politique pour maintenir une Belgique en tenant compte des singularités (notamment économiques) de ses régions. Quel autre pays aurait pu résister à une crise gouvernementale de plus de 500 jours que la Belgique fédéralisée ? Aujourd'hui, la question nationale reste posée et risque fort de se ré-enflammer dans la perspective des prochaines élections législatives avec une droite et extrême-droite nationalistes flamandes proches des 50 % dans le Nord du pays.

Sous la pression des communistes flamands, le Parti Communiste s'est restructuré avant de convenir de se séparer en un KPB et un PC que l'on requalifia de Wallonie-Bruxelles pour des raisons de marquage géographique.

5) Un Mouvement inscrit de façon critique dans la réalité européenne par son adhésion au Parti de la Gauche Européenne (PGE).

L'Union européenne est une réalité qui influe grandement sur nos conditions de vie et sur la manière dont nos politiques doivent être menées. Elle constitue donc un terrain international où s'exerce la lutte des classes, de nombreuses décisions ayant un même impact sur l'ensemble des travailleurs européens. Bruxelles en est la capitale. La ville y accueille de nombreuses institutions dont la Confédération européenne des syndicats à laquelle sont rattachées la FGTB et la CSC. En 2004, s'est créé le Parti de la Gauche Européenne. Notre Parti, qui avait participé à plusieurs réunions préliminaires, n'a cependant pas participé au congrès constitutif qui s'est tenu à Rome. Il n'y a adhéré que plus tard (date ?). Le PGE s'est constitué à l'initiative de Partis communistes. Il s'est aujourd'hui élargi à des Partis non communistes tels, Die Linke, Syriza ou le Bloco. Le PGE n'est donc pas une internationale communiste. C'est un Parti de Partis qui fonctionne essentiellement au consensus, ce qui explique qu'il ne parvient pas à prendre une position unanime sur certaines questions

comme le nucléaire, par exemple. Chaque parti restant libre de défendre ses propres convictions. Le PGE est, par contre, opposé à l'OTAN et défend une politique de Paix qui sera au centre de prochaines initiatives. Le PGE est lié au groupe de la Gauche européenne qui siège au Parlement européen. Nous partageons un positionnement critique à l'égard de l'UE et de sa politique. À noter que le Mouvement Demain en est membre observateur, ce qui donne un droit d'avis mais pas de décision. Quant au PTB, il n'en fait pas partie, mais entretient des contacts suivis avec certains PC et participent à certaines initiatives.

B. Nos axes d'actions prioritaires.

- 1) *Un contexte inédit qui appelle une rupture radicale avec les logiques néolibérales par un dépassement du système capitaliste vers une société socialiste.*

La crise du covid, les inondations durant l'été 2021, la crise provoquée par l'agression russe contre l'Ukraine replongeant le monde en général et l'Europe en particulier dans un inquiétant climat de guerre, provoquant à travers la crise de l'énergie un bouleversement économique et social profond qui révèle – pour ceux qui en doutaient encore – l'obsolescence programmée du néolibéralisme et la nécessité de redonner aux pouvoirs publics (Etat et Régions) les moyens politiques et économiques d'assurer à toutes et tous la possibilité de vivre dignement et en paix.

- 2) *Solidarité avec les travailleuses et travailleurs actifs et non actifs ;*

Le Mouvement des Communistes de Wallonie-Bruxelles (MCWB) s'inscrit dans la lignée du Parti Communiste de Belgique, *internationaliste tout en étant profondément ancré dans le mouvement ouvrier de Belgique et plus singulièrement en Wallonie et à Bruxelles*. Il est évident qu'il reste solidaire des travailleurs flamands. Il manifeste sa solidarité avec leurs organisations syndicales, plus particulièrement la FGTB dont les communistes furent parmi les fondateurs après la seconde guerre mondiale. Dans toute la mesure du possible, le MCWB encourage l'unité des travailleurs qui se traduit par le front commun syndical.

Les nouvelles technologies, les nouvelles organisations du travail ont profondément transformé la classe ouvrière. Les travailleurs sont davantage des techniciens diplômés. L'exploitation capitaliste n'en est pas moins aussi agressive. Les conditions de travail, la productivité... ont des conséquences tout aussi néfastes sur la santé des travailleurs. Le capitalisme pousse à l'extrême l'individualisation des rapports sociaux (sauf lorsqu'il s'agit de verser des allocations de remplacement *pour lesquelles le droit individuel n'est toujours pas reconnu*).

L'offensive antisyndicale est virulente : astreintes, judiciarisation des conflits... Tout est fait par le patronat avec l'aval des libéraux pour réduire l'influence des organisations des travailleurs et *rétablissement* des rapports individualisés entre patrons et travailleurs. Ne pas s'y opposer *radicalement* serait faire reculer le mouvement ouvrier de plus d'un siècle. La lutte pour défendre les conquêtes ouvrières et en obtenir de nouvelles reste un des fondements de l'action des militants du MCWB.

C'est pourquoi, le MCWB milite aux côtés des organisations syndicales pour, **entre autres**,

- la réduction réelle du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatoire,
- le respect intégral des droits et libertés syndicales,
- l'arrêt immédiat de l'intervention de la justice dans les conflits sociaux,
- l'abrogation de la loi de 1996 sur la norme salariale,
- à travail égal, salaire égal !

3) Solidarité internationale et lutte pour la paix ;

La guerre en Ukraine déclenchée par la Russie de Poutine a plongé l'Europe dans une nouvelle époque. Une époque où la menace nucléaire redevient un risque vraisemblable, où l'usage des armes les plus sophistiquées tout près de nos frontières se substitue à la diplomatie, au règlement politique des conflits. La guerre froide que l'on croyait possiblement révolue depuis la chute du Mur de Berlin et la disparition du Pacte de Varsovie et de ce qui était appelé le Bloc de l'Est s'est ravivée en février 2022. Le MCWB, **répétons-le**, condamne fermement cette agression contre l'Ukraine qui sème la mort de milliers de civils et déstabilise les relations internationales sur le continent et au-delà.

Toutefois, si cette guerre plonge les peuples européens dans la crainte d'une extension du conflit et provoque une crise économique et sociale qui s'ajoute à celle déclenchée depuis 2019 par la pandémie du coronavirus, on a constaté la promptitude de nos gouvernements à délier les cordons de la bourse pour accroître les dépenses militaires et répondre aux injonctions de l'OTAN et des Etats-Unis.

Il y a un an à peine, l'OTAN était jugée « en mort cérébrale » par le Président Macron et la question de sa dissolution planait dans certaines capitales européennes. Non seulement la guerre en Ukraine a ressoudé l'alliance atlantique, mais la Suède et la Finlande, deux pays restés neutres depuis la seconde guerre mondiale, ont demandé leur adhésion à l'OTAN.

La Belgique, dont le budget militaire n'avait pas été augmenté depuis plusieurs années, a décidé de l'accroître d'un milliard jusqu'à atteindre dans un délai record les 2 % de son PIB pour le Budget de l'OTAN comme exigé par les USA.

L'Allemagne a décidé dans un temps tout aussi rapide de se réarmer... Il en va de même dans les autres pays d'Europe.

Ce constat et cette condamnation ne nous fait cependant pas changer notre opinion sur l'OTAN et la politique extérieure des Etats-Unis. L'OTAN n'est pas le garant de la paix en Europe, elle sert avant tout les intérêts des USA et assujettit l'Europe à sa politique impérialiste. Elle reste un instrument de la guerre froide et un servile agent du complexe militaro-industriel nord-américain.

Stop à la guerre ! Place à la diplomatie !

Avec tant d'autres progressistes, nous exigeons la fin du conflit, l'arrêt des bombardements et l'ouverture des négociations de paix. L'accord conclu pour livrer enfin le blé stocké à Odessa dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique qui en ont un vital besoin démontre que le dialogue est possible quand la force de la bonne volonté remplace celle des ukases et des armes. Si la Turquie d'Erdogan a pu aider à une telle solution humanitaire, il n'y a aucune raison que l'Union européenne ne puisse parvenir à une solution de paix et de s'assurer un avenir plus clément.

La dissolution de l'OTAN est pour nous la première condition pour l'Europe de construire enfin un pacte de sécurité qui englobe l'ensemble des pays européens, y compris la Russie et porte non seulement sur la sécurité militaire, mais aussi sur la sécurité sociale et la sécurité environnementale.

Il est urgent de développer en Europe une réelle culture de Paix !

Mais l'Ukraine n'est, hélas, pas le seul pays où la guerre fait rage. Le Yémen est un conflit oublié où, pourtant, les entreprises d'armements, y compris belge, engrangent de plantureux

profit. Qui s'en indigne dans nos instances gouvernementales ? Qui s'indigne de la guerre qui persiste dans l'Est du Congo, obligeant les populations à migrer d'une région à l'autre pour fuir les groupes armés ? Qui s'indigne du sort réservé aux femmes et aux jeunes filles qui y sont victimes de viols qui se sont mués en véritables armes de guerre. Qui s'indigne des conflits des pays du Sahel où des populations entières sont réduites à l'esclavage ? Avec la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS et du Pacte de Varsovie, l'illusion d'une ère de paix était apparue. Il n'en a rien été, la vigilance est retombée et il est rare que se manifeste, en Belgique, des forces unies pour dénoncer et combattre ces conflits qui se déroulent dans notre indifférence.

C'est pourquoi, le MCWB a répondu positivement à l'appel lancé par l'ancien leader du mouvement contre l'implantation des missiles, Pierre Galand, pour reconstituer un vaste mouvement de paix international, à commencer en Belgique et s'engage à y apporter sa contribution.

Parmi les autres conflits militaires ou autres, il en est au moins deux qui retiennent notre attention et pour lesquels nous exprimons notre totale solidarité :

- La Palestine : le peuple palestinien est victime depuis près de 80 ans du conflit avec Israël. Toutes les tentatives de paix ont jusqu'ici été vouées à l'échec. S'est instauré depuis, en Israël, un régime d'apartheid, qui spolie les Palestiniens de leurs droits et de leur terre, aussi bien ceux qui vivent dans un « Etat » éclaté que les Palestiniens d'Israël. Les communistes de Wallonie-Bruxelles s'insurgent contre le fait que malgré l'évidence de la politique raciste du gouvernement de Tel Aviv, critiquer le gouvernement israélien soit assimilé, y compris chez nous, à de l'antisémitisme.

C'est pourquoi, le MCWB réaffirme sa totale solidarité avec le Peuple palestinien et, celles et ceux qui, en Israël même militent pour les droits de ce peuple martyr.

- Cuba : depuis 1962, un embargo a été décrété par les USA. Une loi adoptée en 1996 sanctionne toutes entreprises qui s'installeraient sur le territoire cubain. Les pertes pour Cuba s'élèvent à des milliards de dollars qui furent partiellement compensés par l'URSS jusqu'à sa disparition. En dépit de cet embargo et ce blocus, le peuple cubain résiste. Quel pied de nez aux USA et aux détracteurs du régime cubain, lorsque Cuba mit rapidement au point un vaccin pour combattre le coronavirus et que des médecins cubains furent envoyés en Italie pour aider ce pays européen au système de santé défaillant à faire face au virus. L'Union européenne se grandirait en passant outre de cet embargo et ce blocus imposé par les Etats-Unis en normalisant ses relations économiques avec Cuba.

C'est pourquoi, le MCWB réaffirme avec force sa totale solidarité avec le peuple cubain.

4) Avec le Parti de la Gauche Européenne pour une autre Europe ;

L'Union européenne est une réalité. Notre quotidien est influencé par les décisions qui s'y prennent et qui orientent les politiques de nos gouvernements. Ces décisions sont prises par des instances largement dominées par la droite. Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient des accents libéraux et réactionnaires. Elle est de par ce constat, le théâtre de luttes sociales et politiques, que la gauche qu'elle soit politique, syndicale, associative, mènent de concert. Les manifestations européennes qui sillonnent parfois les rues de Bruxelles en témoignent. Les groupes parlementaires européens s'apparentent aux partis auxquels adhèrent les partis et mouvements nationaux qu'ils aient ou non des élues et des élus au Parlement européen. Le PCB a adhéré au Parti de la Gauche Européenne (voir plus haut).

La grandeur des partis membres n'altère pas le rôle qu'ils peuvent y jouer. Des groupes de travail ou réseau thématiques sont composés de membres que délèguent les partis. C'est l'occasion d'échanges d'expériences et d'élaboration d'actions communes.

Le changement de statut de PCWB en Mouvement des Communistes de Wallonie-Bruxelles ne remet pas en cause notre adhésion comme membre effectif du PGE.

C'est pourquoi, le MCWB décide de rester membre effectif du PGE et d'y contribuer activement dans la mesure de ses forces.

C. Une implication dans le réel.

1) La défense (et l'extension) des droits sociaux et syndicaux

L'offensive néolibérale contre les droits sociaux et syndicaux prend une tournure de plus en plus agressive. Epingleons en deux majeures qui illustrent cette tendance forte :

- **Offensive contre les conquis sociaux**

Le passage à la semaine des quatre jours de travail sans réduction du temps de travail mais avec un allongement de la journée de travail est un recul historique pour cette conquête majeure du mouvement ouvrier que fut la journée de 8 heures. Cette mesure du gouvernement De Croo, honteusement présentée par Elio Di Rupo comme une « mesure révolutionnaire » en est tout le contraire. Alors que se multiplient les cas de *burnout*, d'absentéisme au travail, de pénurie de personnel dans des métiers essentiels comme les soins de santé, dans l'enseignement... la mesure consiste à allonger la journée de travail et de contourner la nécessité d'embaucher davantage de personnel. Parallèlement, la norme salariale est maintenue pour les travailleurs tandis que les grandes fortunes restent protégées. Le gouvernement De Croo est dans la droite ligne du gouvernement Michel et, avant lui du gouvernement Di Rupo (n'oublions pas notamment la mesure qui entraîna l'exclusion de dizaines de milliers de chômeurs du droit à l'allocation de remplacement).

Le projet de statut pour les travailleurs culturels sera-t-il l'exception qui confirme la règle ? Nous le souhaitons.

- **Offensive contre les droits syndicaux**

L'ingérence de la justice dans les conflits sociaux est de plus en plus criante. La condamnation à de la prison avec sursis de 17 responsables syndicaux pour « entrave grave à la circulation » lors d'une action de blocage d'autoroute menée en novembre 2020 est l'illustration d'une justice de classe qui se réaffirme. Il s'agit là d'une « entrave grave aux libertés syndicales et au droit de grève » qui fait écho à l'offensive récurrente des libéraux contre les syndicats. Elle s'ajoute à tous les moyens de pression utilisés pour entraver les actions syndicales.

C'est pourquoi le MCWB réaffirme sa solidarité totale avec les travailleurs et leurs organisations syndicales ; exige le respect des libertés syndicales, du droit de grève et la non-intervention de la justice dans les conflits sociaux.

- La lutte permanente pour la démocratie

La démocratie représentative est en crise. L'abstention aux élections s'étend même dans un pays comme le nôtre où le vote est obligatoire. Elle a pris des proportions gigantesques en France lors des dernières élections présidentielles et législatives. Dans ce contexte, les résultats de l'extrême-droite atteignent chiffres inquiétants et la percolation de leur message dans les discours de la droite est de plus en plus flagrante. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la question des migrants, mais aussi celle des libertés syndicales que nous avons évoquées plus haut.

En Flandre, les prochaines élections législatives pourraient donner une majorité absolue à une coalition entre la NVa et le Vlaams Belang. La surenchère communautaire anti-wallonne risque d'être le cœur de la campagne électorale de ces deux Partis d'extrême-droite et fasciste, surenchère à laquelle ne manqueront pas d'adhérer pour des raisons électoralistes certains au sein des Partis dits de gouvernement, y compris Vooruit.

Les communistes de Wallonie-Bruxelles sont, comme bien d'autres progressistes, résolument antifascistes. Ils approuvent le cordon sanitaire contre l'extrême-droite instauré en Wallonie et au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. On ne peut, en effet, échanger des idées avec ce qui constituent des délits dans les propos racistes, xénophobes, misogynes, homophobes...

Hélas, le message fasciste est bien présent et se nourrit de la détresse que provoquent les mesures d'austérité, d'exclusions sociales, d'aggravation des inégalités... imposées par le néolibéralisme.

Le discours antifasciste est en soi juste, mais il restera vain si l'on ne change pas radicalement la politique dominante. Le « ce serait pire sans nous » des sociaux-démocrates a démontré depuis longtemps que « ce n'est guère mieux avec eux ». Il faut en finir, radicalement, avec le néolibéralisme pour éradiquer le discours fasciste et redonner vie à la démocratie en favorisant réellement la participation citoyenne.

- La lutte pour la défense de l'environnement et contre le réchauffement climatique étroitement liée à la lutte des classes

Notre quotidien démontre la sombre réalité du dérèglement climatique. Les effets sont catastrophiques, qu'ils se traduisent, ***pour ne reprendre que des exemples proches***, en inondations meurtrières comme dans l'est de la Wallonie à l'été 2021, ou en incendies dévastateurs comme en France et dans le Sud de l'Europe cet été 2022. Autant de catastrophes auxquelles l'on peut ajouter les effets de la sécheresse sur nos cultures, nos espaces verts, la biodiversité..., le rationnement de l'eau dans certaines communes, les perturbations dues aux conditions météorologiques dans les transports en commun, la mortalité de nos aînés...

Il est révolu le temps où le progrès social était indissolublement lié aux progrès industriels et à l'illusion que l'homme pouvait indéfectiblement dominer la nature. La nature aujourd'hui montre les limites que l'homme a dépassées. Ainsi en est-il des ressources énergétiques carbonées qui, indépendamment des conséquences de la guerre en Ukraine qui compromet *de facto* notre approvisionnement en gaz et en pétrole provenant de Russie, se raréfient certes mais contribuent

amplement au réchauffement climatique. Se pose dès lors le dilemme concernant l'usage de l'énergie nucléaire que l'on voulait éradiquer avant la guerre en Ukraine mais qui constitue aujourd'hui, étant donné le retard mis à produire de l'énergie naturelle (éolienne notamment) le moyen le plus efficace d'assurer une part de notre approvisionnement. Et paradoxalement le moins polluant, encore que l'on fait alors l'impasse sur la production de déchets nucléaires actuellement impossible à traiter **et dont hériteront les générations futures.**

Cette crise environnementale démontre également la responsabilité colossale de l'économie de marché, responsable de la course aux superprofits concentrés entre quelques grands groupes industriels. Une étude récente montre que « 10 % des Français liés à ces sociétés émettent 1,7 fois plus de gaz à effet de serre par individu que le reste de la population (française). L'Europe et l'Amérique du Nord émettent presque autant de CO₂ par personne que l'ensemble de l'Asie et l'Afrique réunies, alors que ces deux continents représentent plus de 70 % de la population mondiale¹ »

C'est dire que les humains et les classes sociales ne sont pas égaux face aux enjeux climatiques et qu'il importe de revoir notre mode de société. Celle-ci ne peut certes plus être basée sur n'importe quelle production à outrance, sur une production qui permet le maximum de profits immédiat pour quelques-uns au détriment de la majorité de la population et de notre environnement.

Les besoins humains réels et environnementaux sont encore tellement grands que ce n'est pas la production de richesses qui doit être mise en cause, mais la destination de ces richesses.

- Croissance ou décroissance ?

A l'idée de « décroissance », nous voulons défendre l'idée d'une « autre croissance », car les besoins fondamentaux restent à satisfaire pour toutes et tous. Cette autre croissance, nous la voyons donc, non plus basée sur la recherche du profit maximum et immédiat, mais sur la satisfaction des besoins réels de l'ensemble de la population dans les soins de santé, dans les services publics, les modes écologiques de transports, une nourriture saine...

La question environnementale est étroitement liée à une emprise beaucoup plus déterminante des pouvoirs publics et **du contrôle ouvrier** sur l'économie et à une lutte radicale pour orienter les profits vers les besoins concrets des gens plutôt que vers les paradis fiscaux. **Dans le même esprit, il y a lieu de réduire drastiquement la publicité commerciale dont le but reconnu et avéré est de « vendre des parts de cerveaux des spectateurs/auditeurs aux annonceurs capitalistes. »**

¹ Humanité du 6 août 2022

D. *Sacraliser les biens communs essentiels*

Nous affirmons que tous les métiers, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont essentiels. Notre intention n'est donc certainement pas d'établir une hiérarchie, une échelle de valeurs entre eux. Mais la pandémie a montré combien les politiques d'austérité qui ont touché certains secteurs ont eu des conséquences redoutables pour ne pas dire catastrophiques non seulement sur les travailleuses et travailleurs, mais aussi sur les usagers.

- **La santé**

Au front, face au covid, c'est le secteur qui a le plus souffert de la pandémie : manque de personnel, manque de lits, manque de matériel (la saga des masques fut scandaleuse), épuisement du personnel, impréparation totale dans la plupart des maisons de retraite où la mortalité des pensionnaires fut effroyable... Depuis aucun signes de véritables changements dans la politique sanitaire ne sont apparus. La « normalisation » a des accents de retour à la case départ et **avec elle**, la promesse de nouvelles difficultés pour les personnels sanitaires. Faudra-t-il appeler des infirmières cubaines à la rescoufse ?

- **La culture**

La pandémie a montré toute l'importance que revêtait la culture pour passer le difficile cap du confinement.

À l'échelle européenne, la Fédération de Wallonie-Bruxelles n'est sans doute pas la plus mal lotie dans le domaine de la culture. Sans doute, la crise provoquée par la pandémie a-t-elle eu des effets négatifs pour bon nombre d'artistes et de travailleurs culturels intermittents chez nous aussi. Mais la plupart des institutions culturelles ont reçu les subsides qui leur étaient destinés et ont pu préparer la reprise plus ou moins normale de leurs activités.

Le projet de statut des artistes et autres travailleurs culturels en débat va dans le bon sens pour la reconnaissance de ces travailleurs afin de les sortir de l'insécurité et de la précarité.

Mais il est vrai que dans une société libérale basée sur le profit, rien n'est jamais acquis. Il reste donc à être vigilant pour que ce projet ne soit pas au bout du compte vidé de sa substance.

Par ailleurs, si nous sommes bien conscients que l'apprentissage des langues est essentiel pour communiquer dans un monde ouvert, nous n'en estimons pas moins que l'intrusion de plus en plus systématique de l'anglais (ou ce qui y ressemble) dans notre quotidien tend à déculturer la société et à appauvrir la langue française qui reste un des vecteurs importants de la culture.

- *L'enseignement*

La crise covid et le confinement semblent avoir constitué un coup de **pouce** pour l'enseignement numérique. Certes, l'éducation au numérique s'avère plus importante que jamais. Qu'un retard dans ce domaine **soit dès lors** comblé n'implique cependant pas que l'on admette que le rôle de l'enseignant-e, son statut, ses conditions de travail et salariales stagnent. Il serait inacceptable que cette crise du covid soit utilisée pour remettre en question le rôle fondamental des enseignant-e-s.

C'est pourquoi les CMW estiment que moins d'élèves par classe avec un personnel mieux payé reste la condition essentielle pour améliorer notre enseignement dont nombre d'études indiquent les carences.

Il s'avère aussi que l'enseignement gratuit est de plus en plus un leurre. Selon une enquête récente de la Ligue des Familles, il s'avère que le « coût moyen de la rentrée par enfant s'élève à 255 € en primaire et 428 € pour le secondaire ». Déjà insoutenable, pour un grand nombre de famille pauvre, ces dépenses encore d'augmenter avec l'obligation pour les parents d'acheter un ordinateur.

- **Le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

La crise sanitaire a montré combien le rôle des travailleuses fut essentiel dans les métiers directement confrontés à la pandémie. Les infirmières furent applaudies mais leur métier **n'est** pas davantage valorisé sur le plan salarial. Les institutions hospitalières furent même confrontées au départ de nombreuses soignantes épuisées, découragées.

Ces métiers doivent être valorisé et l'égalité salariale entre les hommes et les femmes enfin reconnu non plus comme un principe, mais dans les faits.

Par ailleurs, il est urgent que des mesures drastiques soient prises pour lutter contre la violence faite aux femmes, à commencer par l'écoute des plaignantes.

Les CWB sont solidaires des initiatives prises par le PGE.

- **La lutte contre la pauvreté**

2010, fut décrétée année internationale pour éradiquer la pauvreté. En 2022, la pauvreté n'a fait que croître dans le monde et dans notre pays. Les inégalités s'aggravent pour se nourrir, se loger, étudier, se soigner. Le nombre de travailleurs précaires, celles et ceux dont le salaire ne permet pas de boucler les fins de mois ne cesse d'augmenter. Le sans-abrisme s'étend dans toutes les villes et communes. L'illettrisme concerne toujours une personne sur dix en Fédération Wallonie-Bruxelles, soit quelque 300.000 personnes en dépit des efforts intenses des associations d'alphabétisation et de la Coordination Wallonne de Lutte contre la pauvreté.

- La lutte pour l'accueil des migrants et contre les discriminations,

Quasiment chaque jour, des femmes, des hommes et des enfants meurent, noyés dans la Méditerranée, en tentant de fuir la misère, la guerre, les violences. L'Union européenne représente pour eux l'espoir d'une vie meilleure. L'accueil y est pourtant précaire. Les files d'attente interminables sont le lot de celles et ceux qui parviennent jusqu'en Belgique. Une scandaleuse différence de traitement s'est délibérément instaurée à l'égard des réfugiés ukrainiens et les autres.

Le MCWB soutient la lutte des migrants et des associations solidaires pour exiger une politique d'accueil humaine sans discrimination.

E. Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

Techniquement, il semble que l'objectif soit possible. Il n'a pas fallu longtemps pour que les comptes des oligarques russes soutenant Poutine dans sa guerre contre l'Ukraine, soient bloqués suite à des décisions politiques internationales. Les immenses besoins populaires évoqués plus haut nécessitent des moyens qui existent, mais que les pouvoirs politiques se refusent d'acquérir en ne s'attaquant pas réellement à la grande fraude et à l'évasion fiscale. Ce sont des milliards qui leur échappent ainsi alors qu'ils exigent des efforts, voire des sacrifices de la part de la population. Cette lâche hypocrisie n'a pas seulement pour effet de priver la population de biens essentiels, elle a aussi un effet désastreux pour la démocratie en poussant de plus en plus de gens dans le rejet de la politique ou dans les bras de l'extrême-droite.